

24 antennes et un enterrement



La direction de France Télévisions n'a donc rien voulu entendre. Elle est restée sourde aux nombreuses alertes lancées par le SNJ. Indifférente aux rapports alarmants des experts sur les risques psychosociaux liés à "Tempo". Insensible à l'angoisse des salariés, mobilisés dans des dizaines de stations, sur l'ensemble du réseau France 3 comme au Siège.

Au cœur de l'été, le SNJ a déposé un préavis sans ambiguïté. Il refuse "Tempo" en bloc. Ce qui, dès lundi 4 septembre, s'appellera ICI 12/13 et ICI 19/20.

Mais peu importe son nouveau nom de baptême, c'est avant tout un enterrement : celui des éditions nationales de France 3. Seul véritable objectif de Delphine Ernotte qui souhaite, avec "Tempo", donner des "gages" aux ministères de tutelle.

Car il s'agit bien là d'une régionalisation low cost. Alors que le SNJ a toujours défendu des chaînes régionales de plein exercice, la présidente n'a qu'une funeste ambition : celle de supprimer les éditions nationales de France 3 et d'inverser le modèle de manière fallacieuse, sans les moyens nécessaires et surtout sans réel projet ambitieux pour l'antenne.

Ce qui s'annonce comme un naufrage éditorial est doublé d'une trahison sociale. L'abandon de l'information nationale et internationale sur France 3 n'est hélas que le prolongement de "Info 2015", si destructeur et qui laisse tellement de traces chez les salariés de la rédaction nationale. Nous n'avons cessé de le dénoncer depuis dix ans : la fusion des rédactions nationales portait en elle la fin des éditions nationales de France 3. Face aux dénégations et mensonges des directions successives, nous avons eu raison de combattre ce projet jusqu'au bout.

Nous ne sommes donc pas opposés à la régionalisation, mais pas favorable à celle qui n'est qu'un leurre pour mettre en œuvre des coupes claires. Sans oublier les risques graves que ce projet fait courir à tous les salariés concernés. Du point de vue professionnel (fortes dégradations des conditions de travail avec amplitudes horaires et charge de travail qui explosent), mais aussi au regard de la santé de celles et ceux qui se retrouvent embarqués dans ce tsunami organisationnel.

Oui au développement des antennes régionales, mais pas au détriment de la santé des salariés, ni des éditions nationales de France 3 !

Notre préavis déposé en juillet comporte les revendications suivantes :

- 1- L'abandon du projet "Tempo" ou a minima son report de plusieurs mois ;
- 2- Le développement d'un projet éditorial ambitieux pour les journaux nationaux de France 3, en respectant l'articulation actuelle des tranches d'information "Local / Régional / National / International".
- 3- Pour soutenir un projet ambitieux d'information de service public, la direction doit veiller à préserver la santé des salariés qui y concourent, et donc mettre fin aux suppressions de postes et à la précarisation des services au Siège comme dans le Réseau régional. Le niveau d'ETP (équivalent temps plein) doit être revu à la hausse pour compenser les suppressions de postes de ces dernières années. Le SNJ demande également la négociation d'un plan de "permanentisation" de nombreux précaires qui participent à la fabrication de l'information.

Nous n'avons pas changé d'intention, au moment où d'autres organisations syndicales ont fait le choix d'acter la mise en place de Tempo et de modifier leurs revendications, alors qu'elles étaient à nos côtés lors de notre dernière action intersyndicale...

Elles ont choisi de ne pas se joindre à notre préavis déposé en juillet, et d'en rédiger un autre. C'est bien dommage. Quoi qu'il en soit, le SNJ appelle tous les journalistes de France Télévisions à dire non à Tempo, en se mettant en grève les 3 et 4 septembre !

L'avenir se prépare tous les jours, on compte sur vous !

Paris, le 1^{er} septembre 2023

